

Ouverture, bien-être et croissance dans MENA
Openness, well-being and growth in MENA

Dr. ZIAD M'hamed

maître de conférences, Université de Mascara,
ziad.mhamed@gmail.com

Dr. BELKAID Brahim

maître de conférences, Université d'Oran 2
belkaid1brahim@yahoo.fr

Dr. Louglaithi lakhdar

maître de conférences, Université de M'Sila
lakhdar2821@yahoo.fr

Receiving Date: 07/01/2019

Acceptance Date: 31/03/2019

Résumé :

Depuis les années 80, nombreux pays en développement ont vu leur revenu individuel décliner, cependant que certains autres, en nombre non négligeable, ont réussi à mettre à leur actif une croissance modeste. Cette croissance économique lente, sinon nulle, a poussé ces pays d'être engager en coopération avec les institutions internationales (FMI, Banque Mondiale) dans des programmes d'ajustement structurel. Notre question est de savoir si l'ouverture sur l'extérieur et la croissance économique auront-ils une incidence sur leur bien-être économique et social ? Pour ce faire, nous essayerons d'examiner, dans le cadre d'un modèle de données de panel, l'influence de la croissance via l'ouverture sur le bien-être économique à partir d'un échantillon pour certains pays arabes (Algérie, Egypte, Jordanie, Maroc et Tunisie), couvrant la période 1980 à 2016.

Mots clés : Bien-être, Ouverture, croissance, MENA

Classification JEL : D6 ; F43 ; N15

Abstract:

Since the 1980s, many developing countries have seen their individual income decline, while some others, in significant numbers, have managed to achieve modest growth. This slow economic growth, if any, pushed these countries to engage in cooperation with international institutions (IMF, World Bank) in structural adjustment programs. Our question is whether openness and economic growth will affect their economic and social well-being? To do this, we will attempt to examine, within the framework of a panel data model, the influence of growth via openness on economic well-being from a sample for some Arab countries (Algeria, Egypt, Jordan, Morocco and Tunisia), covering the period 1980 to 2016.

Keywords: Well-being, Opening, growth, MENA

JEL classification: D6; F43; N15

Introduction:

depuis les années 70, la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) a accompli des progrès notables sur le front social. Grâce à des politiques paternalistes d'Etat-providence et au boom pétrolier des années 70, la plupart des pays ont accru radicalement l'accès aux services sociaux fournis par le secteur public et ont mis en place de vastes systèmes de santé, d'éducation et de protection sociale. Les infrastructures sociales se sont donc développées rapidement, et les principaux indicateurs sociaux, tels que les taux de mortalité infantile, l'espérance de vie et d'alphabétisation, se sont améliorés notablement dans la plupart des pays.

Logiquement, la croissance économique est une condition nécessaire, mais non suffisante, de l'élévation du niveau de vie des nombreux habitants des pays dotés d'un faible PNB individuel (CUNCED, 2017). Elle est indispensable, car, faute de croissance, les habitants ne peuvent voir leur situation s'améliorer que par des transferts de revenus et d'actifs provenant d'autrui. Inversement, la croissance économique permet à une partie, voire à la totalité de la population, d'améliorer son sort, sans que quiconque n'en pâtisse nécessairement.

En effet, ces dernières décennies, un certain nombre de pays de MENA ont accompli des progrès considérables dans la libéralisation de leur régime de commerce et de leur système financier, ainsi que l'adoption d'instruments de politique monétaire fondés sur les mécanismes du marché. La main raison c'est la politique et les institutions monétaires peu développés qui détriment la capacité des autorités monétaires d'utiliser une politique monétaire discrétionnaire avec succès. Notre question est de savoir si l'ouverture sur l'extérieur et la croissance économique auront-ils une incidence sur leur bien-être économique et social dans ces pays ?

Dans cette étude, nous réexaminons la contribution de la croissance économique via de l'ouverture commerciale à l'amélioration du niveau de vie global de la société, et donc le bien-être économique et social des individus. Cet examen est fondé sur l'analyse de la relation entre l'ouverture, la croissance économique et le bien-être des individus pour certains pays MENA¹, en essayant au mieux d'adopter certaines thèses rappelées plus haut. Pour cela, on procédera d'abord à quelques clarifications pour les outils de mesure du bien-être. Ensuite, nous discutons dans une revue de littérature la nature de la relation entre le bien-être et croissance économique. Dans la troisième partie, on estimera cette relation par un modèle sur de données de panel. La dernière partie conclura cet article.

1. le Bien-Être dans la region mena : Concepts et mesures

Dans les milieux académiques, les notions de bonheur, de bien-être et de qualité de vie sont pratiquement employées comme synonymes mais certaines distinctions pourraient s'avérer utiles (Stiglitz et *al.*, 2009).

Tout d'abord, la notion de « qualité de vie », en particulier, se prête mieux à des mesures et à des évaluations comparatives. De plus, toutes les méthodes de mesure de la qualité de vie fondées sur des ressources demeurent limitées à d'importants égards. En premier lieu, beaucoup de ressources ne sont pas marchandes. Deuxièmement, de nombreux déterminants du bien-être humain ne sont pas des ressources mais des aspects des conditions de vie des individus. Enfin, les ressources sont des moyens dont la transformation en bien-être varie d'une personne à l'autre. De récents progrès dans la recherche ont abouti à des mesures nouvelles et crédibles. Ces mesures, tout en ne remplaçant pas les indicateurs économiques classiques, peuvent désormais passer de la recherche à la pratique statistique classique.

La première approche est basée sur la notion de bien-être subjectif, qui prédit que les individus eux-mêmes qui sont les meilleurs juges de leur propre situation. La deuxième approche est ancrée dans la notion de capacités. Selon cette approche, la vie d'une personne est considérée comme une combinaison de divers « états et actions », et de la liberté de cette personne de faire un choix parmi ces fonctionnements. La troisième approche, élaborée dans le cadre de la tradition de l'économie du

¹ Notre étude se limite pour : Algérie, Égypte, Jordanie, Maroc et Tunisie.

bien-être, réside dans le choix d'une pondération des différents aspects non monétaires de la qualité de vie qui respecte les préférences des personnes².

Quant aux caractéristiques objectives déterminant la qualité de la vie, en général, Stiglitz et *al.* (2009) soulignent que la façon dont sont organisées les sociétés a un impact sur la qualité de la vie des personnes et que cette influence n'est pas entièrement prise en compte par les mesures traditionnelles des ressources économiques associées, tels que :

- **Santé** : les systèmes de santé dans cette région représentent quelque 5% du PIB, et, environ la moitié de ces dépenses sont financées sur des ressources publiques. Le secteur de la santé représente plus de 9% du PIB en Jordanie et 15% en Arabie Saoudite. Les changements démographiques et l'évolution des maladies dans cette région entraînent une augmentation des coûts (PNUD, 2016);
- **Éducation** : les dépenses d'éducation représentent en moyenne 4.5% du PIB, mais dépassent souvent 6%. Bien que les pays de la région dépensent plus que d'autres pays disposant d'un revenu similaire, leurs systèmes ne donnent pas de meilleurs résultats. La plus large part du budget est consacrée aux salaires bien que le salaire moyen des enseignants soit relativement bas, notamment en raison du rôle du système d'éducation en tant qu'employeur de dernier ressort, qui entraîne des surnombres dans le personnel enseignant et administratif. Les systèmes sont inefficients : des subventions excessives sont allouées à l'enseignement supérieur et à la formation professionnelle. Nombre de systèmes sont aussi inefficaces : les taux élevés d'abandon et de redoublement compensent le taux élevé d'inscription. Dans tous les pays de cette région, le taux de scolarisation sont plus faibles et les taux d'abandon plus élevés chez les filles que chez les garçons (PNUD, 2016);
- **Protection sociale** : dans la plus part des pays MENA, les programmes d'assurance sociale, d'assistance sociale et d'emploi représentent entre 6 et 20% du PIB. L'assurance sociale est limitée aux travailleurs du secteur formel, essentiellement dans les zones urbaines. Ces programmes sont généreux même par rapport aux normes de l'OCDE et ne sont pas viables financièrement. Les filets de protection sociale sont limités et souffrent de problèmes de coordination et de ciblage. Les politiques volontaristes sur le marché du travail, par les subventions salariales, la formation et les travaux publics, se sont avérées coûteuses et incapables de créer de nouveaux emplois (PNUD, 2016).

Tableau (1) : Évolution des valeurs de l'IDH par pays

Pays	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2010	2015
Algérie	0,562	0,613	0,652	0,672	0,702	0,733	0,754	0,745
Egypte	0,496	0,552	0,580	0,631	0,665	0,696	0,703	0,691
Jordanie	0,631	0,638	0,666	0,656	0,691	0,764	0,770	0,741
Maroc	0,473	0,499	0,518	0,562	0,583	0,640	0,654	0,647
Tunisie	0,519	0,605	0,627	0,654	0,678	0,758	0,769	0,725

Source : World Bank (2017)

La croissance du revenu réel des ménages par habitant, qui fournit une meilleure image du bien-être économique des ménages que le PIB réel par habitant, a nettement développé dans la région MENA depuis les années 80. Parmi les cinq économies étudiées, où les données sont disponibles, la

² Voir Stiglitz et al., p 98-102, 2009.

croissance du revenu réel par habitant a nettement ralenti dans tous les pays pour l'année 2015 (World Bank, 2017).

Le ralentissement a été le plus marqué en Algérie, où le revenu réel des ménages par habitant s'est contracté de 1,2% pour l'année 2015, après une forte croissance de 3% à la période précédente. Le revenu réel des ménages par habitant s'est à présent contracté au cours de huit dernières années. Les mêmes observations sont remarquées pour ces pays étudiés avec des différences assez minimales.

En général, la croissance du revenu réel par habitant dans cette région MENA est restée stable à 0,7%, dépassant légèrement la croissance du PIB réel par habitant (0,6%), classée parmi les pays revenus intermédiaires (World Bank, 2017).

2. Ouverture et croissance des échanges dans MENA : quel constat ?

Croissance des échanges et modification de la structure des exportations sont des traits de l'évolution récente. La valeur des exportations comme des importations de cette région quadruple entre 1990 et 2006 pour atteindre respectivement 819 et 659 milliards \$. Au cours de la décennie 2000, leur progression est plus rapide que dans le reste du monde (2,5% contre 1,8%). Elle est loin de refléter uniquement les incidences des prix pétroliers. Des pays non pétroliers tels que la Jordanie augmentent leurs échanges dans des proportions égales ou supérieures à celles des pays pétroliers, en particuliers leurs flux d'exportation. Pour l'ensemble de la région, le rapport de la valeur des échanges au PIB bondit de 50,6% à 68% entre 2000 et 2006, avec de fortes inégalités allant de la Tunisie, le pays le plus ouvert (91%) au Soudan (38%).

Tableau (2) : La part mondiale du commerce extérieur de MENA (en %)

Années	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2010	2015	2020(p)
Exportations	2,56	2,63	2,80	3,17	3,43	3,48	3,68	2,51	3,5
Importations	1,55	2,78	3,92	3,41	3,42	4,25	5,82	5,51	6,2

Source : CNUCED (2017)

Les exportations confirment que le MENA pétrolier regarde vers l'Asie et que les pays méditerranéens sont inégalement tournés vers l'Europe. Tandis que les pays du Golf, Iran compris, le Yémen et le Soudan destinent leurs exportations en majorité à l'Asie de l'Est et du Sud-Est (entre 44 et 85% selon les pays), Afrique méditerranéenne et Turquie les adressent à l'Union européenne (entre 43 et 76%). Les importations révèlent à l'inverse une dépendance quasi générale vis-à-vis de l'UE, à l'exception des Émirats arabes unis relativement plus tournés vers l'Asie de l'Est et du Sud-Est et de 'Oman plus ancré au Moyen-Orient. Cette dépendance est plus marquée pour toute la rive sud méditerranéenne et l'Iran.

Certaines évolutions méritent d'être soulignées. Il en est ainsi de la mutation de la géographie des exportations de l'Iran qui, sous l'effet de l'embargo, a complètement basculé vers l'Asie : 44,6% contre 23,3% pour l'UE qui représentait plus de la moitié en 1990 (CNUCED, 2017).

3. Ouverture, Bien-Être et croissance économique : Un réexamen

Si de nombreux travaux empiriques ont tenté d'analyser l'impact de l'ouverture extérieure et de la croissance sur le bien-être social et économique, rares sont ceux qui ont cherché à en expliquer l'origine (Lucas 1988, Romer 1988, Grossman et Helpman 1989, Blanchflower et Oswald, 2004).

3.1. Survol de la littérature

La croissance économique détermine le degré d'amélioration du niveau de vie global de la société. Des différences de taux de croissance qui semblent peu élevées peuvent creuser l'écart si elles perdurent. Prenons un pays à revenu intermédiaire dont le PIB par habitant est de 6.000 dollars en

2.000. Sans croissance, le PIB par habitant va stagner. Mais, si ce pays parvient à afficher une croissance économique, ne serait-ce que de 0,5% par an, le revenu passera de 6.000 à 7.700 dollars en 2050 – soit une hausse de près d'un tiers. À raison de 1% de croissance par an, il atteindrait près de 10.000 dollars en 2050. De petits écarts de croissance peuvent avoir d'énormes implications en termes de revenus et de richesse. C'est ainsi que les États-Unis et autres pays développés doivent leur situation économique actuelle principalement à la croissance solide et régulière qu'ils ont enregistrée dans la deuxième moitié du XX^e siècle.

S'ils sont divers, les modèles et idées mis en avant pour expliquer les écarts de croissance entre les pays incluent invariablement – mais pas exclusivement – l'importance du capital humain, renforcé par un système d'enseignement solide (Barro et Sala-i-Martin, 2003). L'éducation peut améliorer aussi bien la situation de l'intéressé que celle des autres. En fait, un meilleur niveau d'éducation peut conduire à des taux d'innovation et d'invention plus élevés, accroître la productivité de chacun en aidant les entreprises à adopter des méthodes de production plus efficaces et accélérer la mise en place de nouvelles technologies.

Les études réalisées sur les écarts de croissance entre les pays ont mis l'accent sur les différences entre les niveaux de scolarité et montré que ceux-ci sont étroitement reliés à la croissance économique. Mais la quantité d'enseignement constitue une mesure très approximative des connaissances et compétences cognitives. En outre, le rôle du niveau de scolarité dans la croissance est controversé. Cette controversé – et les erreurs de politique qui s'ensuivent – découle surtout de l'importance donnée au niveau de scolarité sans qu'il soit tenu explicitement compte de la qualité de l'enseignement.

3.2. Étude empirique

Comme on vient de le voir, le PIB par habitant est avant tout un indicateur de production. Son objet n'est pas la mesure du bien-être, de la société, mais la mesure des productions économiques, marchandes et non marchandes réalisées au cours d'une période donnée. Il est usuel d'y faire référence, au moins de manière implicite, lorsqu'il s'agit de comparer les situations de deux pays ou les situations, au sein d'un pays, au cours de deux périodes distinctes³. La standardisation du calcul du PIB, entre périodes et à l'échelle internationale, et la simplicité de la mesure agrégée qu'il fournit explique son succès pour l'appréciation des performances économiques. Le passage de la mesure des performances en matière de production de biens et de services économiques à celle du bien-être s'explique très simplement : d'une part la relation entre le PIB par habitant et la consommation par habitant est très étroite et d'autre part la consommation par habitant constitue, dans la théorie standard du bien-être, une mesure adéquate de l'utilité de l'activité économique pour les citoyens-consommateurs. La répartition de la consommation entre les habitants importe évidemment (Fleurbaey, 2009).

Afin de montrer cette relation, estimons un modèle sur la croissance économique et ses déterminants couramment utilisés dans la littérature empirique de la croissance, et, son effet à l'évolution du bien-être, notamment par Mankiw, Romer et Weil (1992), Barro et Sala-i-Martin (2003). Les sources de données statistiques sont celle fournies par la Banque mondiale (World Development Indicators), les Statistiques Financières Internationales (IFS) du Fonds Monétaire International (FMI) et les statistiques de CNUCED.

³ Voir Cornilleau (2006), p. 13-14.

Les estimations sont menées sur des données de panel afin de contourner le problème du nombre d'observations. Le choix de modèle économétrique approprié se fait par rapport au test de Hausman.

L'équation à estimer est :

$$PIBP_{it} = \beta_0 + \beta_1 OUV_{it} + \beta_2 STABPOL_{it} + \beta_3 KH_{it} + \beta_4 PIB_{it} + \beta_5 IDE_{it} + \beta_6 CHANGE_{it} + \varepsilon_{it}$$

Dans cette équation, la variable *PIBP* représente le taux de croissance du Produit intérieur brut par habitant du pays *i* à la période *t* (exprimé en année). Les variables explicatives sont définies par une observation annuelle et sont les suivantes :

- *OUV* : le taux d'ouverture calculé en sommant les importations et les exportations de chaque pays que l'on rapporte au PIB du pays ;
- *STABPOL* : niveau d'ouverture des institutions politiques d'un pays. Portant sur une échelle de 1 à 10. Plus le pays est ouvert et démocratique plus son niveau s'élève ;
- *KH* : taux de scolarisation brut au niveau d'éducation, qui correspond au rapport entre le nombre d'enfants scolarisés au niveau d'éducation à la tranche d'âge de la population ;
- *PIB* : le taux de croissance du Produit intérieur brut (en dollar courant) ;
- *IDE* : les données des flux d'investissements directs étrangers (en dollar courant) ;
- *CHANGE* : une variable muette désigne le régime de change, dont elle prenant la valeur 0 pour les régimes de change fixes, 1 pour les régimes de change intermédiaires et 2 pour les régimes de change flottants ;
- ε_{it} : le terme d'erreur.

Quant à β_0 qui représente l'effet propre pour chaque pays, il vise à saisir l'incidence des déterminants de bien-être de chaque économie, et qui n'est pas déjà prise en compte par les autres variables explicatives. Autrement dit, ce coefficient indique les facteurs non observables qui varient selon les pays mais pas sur les périodes. L'effet propre au pays peut être fixe, c'est-à-dire une constante qui varie selon les pays, ou aléatoire c'est-à-dire une variable aléatoire tirée d'une distribution commune de moyenne β et de variance σ_β

On a estimé plusieurs types de modèles. Les trois premiers portent sur l'échantillon tout entier et le dernier concerne seulement les trois pays maghrébins.

Les résultats des régressions en données de panel que nous avons effectuées sur la période (1980-2016) pour l'équation ci-dessus, sont présentés dans le tableau (3) suivant. Les remarques suivantes sont à mentionner :

De façon globale les résultats de l'estimation sont satisfaisants. D'abord, le test de *Hausman*⁴ nous a indiqué qu'il est plus approprié de considérer ces effets comme fixes, cela signifie l'absence de corrélation entre les effets propres aux pays et les variables explicatives (H0 est rejetée). Les tests de *Durbin-Watson* sont satisfaisants et proches de 2.

Tableau (3): Bien-être, ouverture et croissance économique : Panel

	Modèle 1	Modèle 2	Modèle 3	Modèle 4
Constante	-2,34 (0.25)	-2.29 (0.28)	-2.85 (0.26)	-4.31 (0.72)
OUV	1.05 ***	1.06 **	1.05 **	1.46 **

⁴ Sous l'hypothèse nulle $MEF \neq MEA$ contre H_1 : les effets sont fixes (propres aux individus).

	(0.02)	(0.02)	(0.02)	(0.07)
STABPOL	-0.22***	-0.31***	-0.28***	-0.53***
	(0.09)	(0.08)	(0.09)	(0.23)
KH	-0.42***	-0.34***	-0.32***	-0.64***
	(0.03)	(0.03)	(0.03)	(0.09)
PIB	0.66***	0.63***	0.62***	0.83***
	(0.18)	(0.15)	(0.16)	(0.12)
IDE		0.08***	0.08***	
		(0.03)	(0.03)	
CHANGE	0.09***		0.15*	0.70
	(0.03)		(0.09)	(0.08)
R ²	0.565	0.557	0.52	0.43
N	183	183	183	108
DW	1.92	1.96	1.89	1.78

Les astérisques *, **, *** représentent significatif à 1%, 5% et à 10% respectivement ; (Ecart-type)
Source : calculs des auteurs

Nous ferons une première observation relative au facteur explicatif des modèles que nous allons commencer, qui est indiqué par le R², coefficient de détermination du modèle. Ces coefficients sont relativement suffisants entre 0.43 et 0.56, c'est-à-dire que les modèles n'expliquent qu'environ 43% à 56% de la variable à expliquer. Ceci peut être suffisant mais plusieurs remarques s'imposent.

Tous d'abord, comme nous l'avons déjà évoqué, les pays composants notre échantillon sont très différents tant par leur taille que par les caractéristiques économiques structurelles. Le fait de traiter en données de panel ces variables pour cinq pays si différents, réduit le pouvoir explicatif d'un modèle simplifié. De plus, les résultats pour les modèles (1-3) montreront des R² plus élevés. Ces modèles et l'utilisation que nous faisons de l'économétrie ne sont pas censés fournir à eux seuls des explications.

D'autre part, les coefficients de détermination et les tests économétriques ne considèrent pas d'éventuels phénomènes cumulatifs et évolutifs dans le temps. Après ces nécessaires précisions, intéressons-nous aux résultats des régressions à proprement parler.

Les indicateurs d'ouverture, de capital humain et d'IDE sont du signe attendu et confirment les enseignements théoriques sur les déterminants de la croissance économique. En effet, un pays qui opte une politique d'ouverture, doté d'un niveau de capital humain minimum et ayant effectué des réformes de politiques économiques et de change, est mieux placé pour recevoir des IDE.

Quant à l'indicateur de stabilité politique, il ne sort jamais. Ce résultat ne surprend pas : il tient au choix des pays de l'échantillon qui n'ont pas connu, ces dernières décennies (Jordanie et Maroc), de problèmes d'instabilité politique majeurs (le printemps arabe en Egypte et la Tunisie, la décennie noire en Algérie).

Comme on le voit, le régime de change (CHANGE) contribue de manière significative à l'explication de la croissance du PIB per capita. La littérature économique ne prévoit pas le signe exact de la corrélation. Cependant, on peut noter que si le signe est négatif, cela indique que les politiques d'ouverture entreprises dans ces pays visent à motiver les IDE. Ainsi, nous pouvons dire que c'est plus la stabilité du régime de change que sa nature qui compte pour les investisseurs. Plus

le régime de change est stable, plus le risque lié aux variations de change est moindre et donc moins il y aura d'incertitude sur les profits futurs. La crédibilité politique du pays en matière de gestion du marché de change permet de rassurer les investisseurs et les incite par conséquent à investir davantage.

En termes de comparaison des coefficients, toutes nos estimations aboutissent presque à la même conclusion : le degré de l'ouverture est la variable qui suscite le plus d'accroissement du PIB par tête, suivie de croissance du PIB, de l'IDE et la politique de change adoptée (des coefficients avec des signes différents). Ce résultat indique que le niveau des échanges avec l'extérieur est un élément important dans la recherche des instruments spécifiques pour stimuler la croissance du produit national dans les pays arabes et par suite au bien-être économique et social des individus. Clairement, une augmentation des importations en volumes déstabilise l'output réel. D'un autre côté, une politique monétaire expansionniste exerce un effet positif sur la croissance de l'output. Dans cette réflexion, il est important pour nous de savoir si cette expansion monétaire puisse aux entreprises de s'emprunter à un taux plus faible sur le marché monétaire, et que les gouvernements contrôlent l'ensemble de prix dans ces pays sur le marché des biens et services pourraient justifier ce dernier impact, au moins à court terme.

Conclusion

Dans cette étude, la relation empirique entre le bien-être économique et social, l'ouverture extérieure et la croissance économique est mise en évidence pour certains pays arabes. Nous nous sommes attachés à présenter la question à travers la littérature économique en mettant en avant l'importance des travaux portant sur cette relation et en faisant une estimation sur un modèle de panel sur une équation censée d'y expliquer et tirer des enseignements.

Il ressort des résultats ci-dessus les conclusions suivantes :

- La croissance économique paraît affecter le bien-être économique et social à travers une combinaison de l'accroissement annuel du produit national et de stabilité de taux de change mais avec une pondération plus élevée pour le degré d'ouverture commerciale (MRW, 1992) ;
- Il en découle, aussi, que les régimes de changes « non fixes » sont favorables à la croissance du produit national, lorsque l'objectif des autorités est de stimuler l'activité économique et notamment le produit intérieur brut. De plus, la crédibilité d'une politique monétaire d'un pays en matière de gestion du marché de change permet de rassurer les investissements et les incite par conséquent à investir davantage (Barro, 1996) ;
- Dans le domaine social, nos résultats ont confirmé les résultats obtenus par plusieurs économistes, selon lesquels les deux indicateurs de taux de croissance et d'indicateur de développement humain ne sont pas toujours des mesures fiables pour représenter le bien-être social à cause des effets d'hétérogénéité de pays de l'échantillon. Parallèlement, lorsque ces pays devraient dorénavant mettre l'accent essentiellement sur l'action – politiques salariales, méthodes de paiement, politiques de promotion, etc. – plutôt que sur le matériel – cliniques, écoles, routes, puits (PNUD, 2017). Cependant, si ces pays étaient dotés par un niveau de bien-être économique et social assez important, une politique de change flottante est associée à une croissance plus forte seulement dans le cas des pays relativement ouverts au commerce et aux flux de capitaux internationaux. Et, Pour réussir, il faudra combler le déficit de liberté civile et politique, donner du pouvoir aux femmes et aux pauvres, et réformer la gestion du secteur public.

Bibliographie

- Agénor, P. et P-J. Montiel, 1996, Development Macroeconomics, Princeton, Princeton University Press.
- Atlan F., F. Lakhoua, E-L. Miotti, C. Quenan, Q-P. Tran et N. Ricoeur-Nicolai, 1998, « Le rôle du taux de change dans la croissance des économies émergentes », *Revue économique*, Vol 49, n°1, p. 9-26.
- Barro R-J. et X. Sala-i-Martin, 2003, Economic Growth, 2nd Edition, *The MIT Press*, Cambridge.
- Barro R-J., 1996, « Determinants of economic growth: a cross-country empirical study », *NBER Working Paper Series*, n°5698
- Ben Abdallah M., I. Drine et R. Meddeb, 2001, « Interaction entre IDE, régime de change, capital humain et croissance dans les pays émergents », *Ouverture Economique et Développement*, GDR, Economica, Paris.
- CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement), 2004, 2008, 2012, 2016, *Human Development Report*, New York-Genève.
- Cornilleau G., 2006, « Croissance économique et bien-être », *Revue de l'OFCE* n°96, Janvier.
- Darreau P., 2002, Croissance et politique économique, *De Boeck éditions*, Bruxelles.
- Edwards S., 1993, « Trade policy, exchange rates and growth », *NBER Working Paper*, n°4511.
- Fleurbaey, M., 2009, « individual well-being and social welfare : Notes on theory », rapport d'information prepare pour la Commission pour la mesure des performances économiques et du progrès social.
- Hausman J.A. et W-E. Taylor, 1981, « Panel Data and Unobservable Individual Effects », *Econometrica*, Vol. 49(6), p. 1377-1398.
- Mankiw N-G., D. Romer et D-N. Weil, 1992, « A Contribution to the Empirics of Economic Growth », *The Quarterly Journal of Economics*, Vol. 107, n° 2, p. 407-437.
- Prenant A. et B. Semmoud, 1997, Maghreb et Moyen-Orient : espaces et sociétés, Edition ellipses, Paris.
- Romer D., 1997, Macroéconomie approfondies, *McGraw-Hill*, New York, Traduit par Mazerolle F., Ediscience International, Paris.
- Semmoud B., 2010, Maghreb et Moyen-Orient dans le mondialisation, Armand Colin, Paris.
- Stiglitz J., A. Sen et J.P. Fitoussi, 2009, Richesse des nations et bien-être des individus, Edition Odile Jacob, Paris.